



RECOMMANDATIONS ressorties des différents panels des Etats Généraux de la Migration à Kayes du 18 au 21 décembre 2019

Présentation des EGM :

En France, il y a environ 300 000 à 400 000 maliens. Selon les chiffres officiels, entre 80 et 90% viennent de la région de Kayes. C'est le même constat dans les autres pays européens, mais également dans les autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie. Pourquoi ce départ massif des ressortissants de cette région, surtout de sa jeunesse, malgré les risques de mort encourus sur les routes de la migration ?

Quelle est la situation actuelle économique et sociale dans cette région, 20 ans après « La Table Ronde du Développement de la Région de Kayes » organisée par le gouvernement malien en 1997 ?

Quelle est l'attente des populations ?

Quels projets et quels moyens ?

Quel sera l'investissement des pouvoirs publics pour la réalisation de projets concrets ?

Toutes ces questions toujours sans réponses nous ont décidé à organiser des Etats Généraux de la migration à Kayes, afin de poser les raisons de cette migration massive et trouver des possibilités d'offrir aux personnes les moyens d'avoir des revenus leur permettant de vivre de façon décente et donner de l'espoir.

Cette région, regorgeant pourtant d'importantes ressources minières, reste sous-développée et n'offre aucune perspective d'avenir aux populations et principalement à sa jeunesse qui ne rêve que de venir en Europe. Et pourtant, elle a également une position géographique idéale pour devenir une plaque tournante économique si elle était reliée aux 4 capitales : Nouakchott, Conakry, Dakar et Bamako.

La situation, la vie et surtout la population ont changé depuis la « Table Ronde pour le Développement de la région de Kayes » organisée en 1997. La population kayésienne a énormément augmenté dont une grande majorité aujourd'hui a moins de 25 ans. Cette jeunesse a, pour une partie, fait des études, a accès désormais à Internet, à la téléphonie mobile et à une vue sur le monde occidental qui les attire. L'exploitation minière industrielle et artisanale dans la région s'est beaucoup développée ces dernières années, générant d'énormes profits aux sociétés minières, bouleversant la vie des populations sans que celles-ci ne voient une amélioration de leurs conditions de vie, bien au contraire. La pollution générée par ces activités pose d'énormes problèmes de santé aux populations aujourd'hui et aura des conséquences sur le long terme.

Ces EGM, en réunissant les populations locales, les élus, la diaspora et certains experts essaieront de répondre à ces questions. Il s'agit d'arriver à dégager des propositions de réalisations concrètes pour le développement la région.





Ces EGM ont débutés le 18 décembre matin par une manifestation en commémoration de la **Journée Internationale de la Migration** dans Kayes, qui est partie de la Place de l'indépendance en passant par le rond-point Harlem pour arriver au Conseil de cercle.

Table ronde de 1997, Etat des lieux des différentes politiques migratoires nationales et européennes et situation des migrants dans les pays d'accueil :

- Faire régulièrement des débats à Kayes, principale région d'émigration du Mali et que l'état donne les moyens à la région de Kayes pour ces débats et non à des régions non concernées ou moins concernées par l'émigration de leur population.
- Se servir des outils proposés par le gouvernement malien : TOKTEN, PANEM, formation des docteurs, valorisation des déchets, Codev-Mali ...
- Que l'état malien et toutes organisations intéressées utilisent les contributions de l'EMDK, disponibles auprès du GRDR, qui ont déjà travaillé sur beaucoup de problématiques et qui proposent des solutions.
- Réorienter l'argent de la diaspora avec une meilleure gestion et la création d'une banque d'investissement pour les maliens de l'extérieur et l'adoption d'un code d'investissement de la diaspora afin de mieux gérer les investissements des migrants au Mali
- Créer un guichet spécial d'investissement à Kayes pour les initiatives de développement économique des migrants
- Avoir une meilleure écoute des autorités maliennes en France mais également au Mali et une continuité dans les échanges sans tout reprendre à 0 à chaque changement de consul ou d'ambassadeur. S'appuyer sur les compétences et les expériences des maliens de l'extérieur (réguliers ou irréguliers)
- Travailler en collaboration : les collectifs/organisations de sans-papiers, associations de la diaspora (acteurs de la migration) avec les autorités maliennes pour mettre la pression sur les états européens, notamment la France.
- Que l'état malien calque son comportement sur celui de la France, à savoir, mettre autant de temps à reconnaître les ressortissants maliens pour la délivrance de « laissez-passer » que l'état français met à traiter les dossiers des maliens (3 ans environ)
- Avoir une politique commune en matière de migration des états de la CEDEAO et même de l'Afrique, afin de faire contrepoids à l'UE et œuvrer pour faire reconnaître l'équivalence des passeports des pays africains à ceux des pays occidentaux pour l'obtention de visas de la part des états européens : si tout le monde peut voyager avec son passeport, il n'y aura plus de passeurs et de morts sur les chemins de la migration.
- Que la liberté de circulation dans la CEDEAO soit respectée (sans racket aux frontières des pays membres)
- Ne plus conditionner l'établissement des passeports à l'obtention de la carte Nina car cela bloque la régularisation de nombreuses personnes maliennes en France, car elles ne peuvent avoir un nouveau passeport tant qu'elles n'ont pas obtenu leur carte Nina, ce qui peut mettre parfois plusieurs années.





- Que l'état agisse en amont sans attendre que les problèmes surgissent (ex : Route Bamako/Kayes)
- Trouver une solution à la crise libyenne
- Qu'il y ait une représentation de la Diaspora à l'assemblée nationale malienne
- La prise en compte de la migration dans le Plan de Développement Social, Economique et Culturel (PDSEC)
- Identification et réinsertion des migrants de retour et faire un répertoire de leurs compétences
- Inviter les participants à faire des restitutions des EGM au niveau de leurs localités
- Multiplier les colonies de vacances et les jumelages
- Ne pas attendre les initiatives venant de la diaspora
- Faire un documentaire sur les réalisations des migrants
- Créer des entreprises dans la région de Kayes
- Avoir 50% des revenus des ressources minières, afin de les gérer au niveau local, pour permettre de créer des emplois
- Cesser la discrimination sociale lors des concours publics

Morts en Méditerranée :

- Participer au programme du CICR qui veut recenser les personnes originaires du Mali, disparues ou décédées lors de leur route pour migrer en Europe, afin de donner des noms aux corps retrouvés en Méditerranée
- Permettre aux personnes de retrouver les membres de leurs familles dont ils n'ont pas de nouvelles et remettre en relation les familles (programme du CICR) avec une plateforme en ligne
- Informer et sensibiliser les jeunes par rapport à la migration irrégulière afin de les alerter sur les dangers
- Interdire la sortie du territoire, par l'état malien (et/ou les pays africains), des matières premières en direction des pays de l'UE afin d'avoir du poids pour demander la délivrance de visas aux personnes désirant se rendre en Europe

Faleme :

- Créer une « Ecole des Mines » à Kayes pour former les jeunes
- Renégocier les conventions minières
- Sensibiliser les populations sur l'usage des produits chimiques et des conséquences sur la santé, les cultures et l'élevage et sur la Faleme elle-même
- Former les populations aux méthodes propres pour arrêter l'utilisation des produits chimiques toxiques
- Renforcer les contrôles et les condamnations par l'envoi de forces de sécurité pour surveiller le fleuve et faire déguerpir les dragues, les détruire et en interdire la construction, mais également pour empêcher l'entrée des produits chimiques sur le sol malien





- Avoir des fonds pour dégager la Faleme des résidus rejetés par les dragues qui empêchent la bonne circulation de l'eau du fleuve notamment à la saison des pluies et qui l'assèche plus rapidement
- demander aux sociétés minières de payer l'eau qu'elles utilisent (300 000 litres d'eau environ par kilo d'or extrait)
- Avoir des fonds pour rechercher les polluants de la Falémé et pour trouver des méthodes de nettoyage afin de dépolluer ses rives et les terres riveraines également polluées par l'orpaillage et les sociétés minières car les pluies de l'hivernage drainent toute la pollution vers la Faleme
- Travailler conjointement avec les états limitrophes de la Faleme (Mali, Sénégal, Guinée et Mauritanie)
- Participer au Forum Mondial sur l'eau qui devrait avoir lieu à Dakar en 2020 ou 2021

Agriculture, destruction de la nature, déforestation et accaparements des terres :

- Développer l'agroécologie pour éviter l'utilisation des pesticides et former les jeunes et des femmes en agroécologie
- Inciter les populations à consommer les produits locaux
- Mobiliser des jeunes et les femmes avec la diaspora pour faire un plaidoyer auprès des élus et de l'état pour l'aménagement des surfaces cultivables partout où ces surfaces sont disponibles et pour trouver des secteurs d'employabilité des jeunes et des femmes en créant une intercommunalité
- Renforcer l'emploi rural des jeunes et des femmes sur les filières porteuses dans leurs terroirs
- Inviter les mairies à mieux encadrer la vente des terres pour un retour à l'agriculture
- Lever les exonérations des usines ou au moins payer les parts des collectivités
- Prévoir une part des collectivités sur les recettes générées par les bacs fluviaux
- Cesser de donner les terres cultivables aux sociétés minières
- Stopper les coupes sauvages de bois et commencer dès maintenant le reboisement
- Investir dans le gaz pour pallier aux coupes de bois
- Restaurer, avec la diaspora, des terres où se trouvaient les placers
- Stopper l'usage du cyanure, de l'arsenic et du mercure qui polluent les terres et nappes phréatiques
- Mettre en place de structures chargées de suivre l'application des mesures issues des lois existantes
- Faire des comités de patriotes ou de jeunes qui surveillent la route et empêchent les personnes de faire rentrer les produits toxiques au Mali
- Répartir les conseillers sur le territoire en leur donnant du carburant pour qu'ils sillonnent leur territoire pour le surveiller





Education, formation professionnelle :

- Construire des universités à Kayes car perte des étudiants après le bac. Le CSDM peut jouer un rôle de pression pour forcer le gouvernement à mettre les moyens pour cette construction d'une université à Kayes
- Prendre le contrôle à Kayes des décisions concernant l'éducation, afin d'avoir les moyens de mener des actions globales mais locales pour arriver aux résultats que l'on veut,
- Informer les jeunes sur les dispositifs existants, sur les systèmes et mécanismes d'accès à la formation professionnelle de la région de Kayes
- Informer les jeunes sur les actions initiées ou à initier pour renforcer la formation professionnelle dans la région de Kayes
- Faire un suivi des jeunes formés
- Pallier le manque de passerelles entre les centres de formation professionnelle et les centres d'enseignement techniques
- Faire chaque année ce genre d'initiatives car le monde évolue vite
- Trouver des formateurs pour les établissements secondaires publics et les doter en équipements
- Construire une Ecole des Mines et d'un Lycée agricole à Kayes
- Avoir une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi
- Améliorer l'éducation et tenir compte de la mise en œuvre effective de la décentralisation
- Donner des bons moyens aux centres de formation professionnelle existants afin de le renforcer
- Instaurer des primes de zone pour pallier l'insuffisance d'enseignants pour l'école fondamentale et les collèges dans certaines localités
- Mobiliser la diaspora pour qu'elle investisse dans l'éducation
- Trouver des solutions aux multiples grèves

Transports ferroviaires, routiers et aériens :

- Remettre en état très rapidement la route Bamako/Kayes
- Construire les axes routiers suivants :
 - * Kayes/Sadiola/Dialafara/Sitakili/Kenieba/Guinée, « la route l'or »
 - * Yelimane/Nioro,
 - * Sandare/Diakan/Ossoubidiagna/Bafoulabe
- Construire un pont sur le fleuve Bakoye et le Bafing à Bafoulabe et que l'état revoit avec les responsables des usines Gankounteri, de Karga, de Gouroundape sur la construction de ce pont
- Construire un nouveau chemin de fer et de nouvelles lignes de train et restauration de la ligne de chemin de fer Ouagadougou/Dakar pour sa partie malienne
- Entretenir régulièrement les pistes rurales
- Améliorer les infrastructures routières de la ville de Kayes
- Ouvrir à l'international l'aéroport de Kayes





Santé, justice sociale, sécurité, politique de bonne gouvernance, lutte contre la corruption :

- Proposition d'une assurance maladie volontaire (mutuelle) aux migrants pour leur famille restée au pays, avec la possibilité de Tiers Payant
- Réduire le train de vie des dirigeants des pays africains qui permettrait de créer beaucoup d'emplois pour les jeunes
- Veiller au changement des hommes politiques car même après les révolutions, ce sont toujours les mêmes hommes qui reviennent au pouvoir
- Se servir des réseaux sociaux pour dénoncer et diffuser les photos des personnes s'adonnant à la corruption notamment au niveau du passage des frontières ou dans les administrations
- Que les états africains défendent les populations contre les abus et les exactions des pays d'accueil des migrants
- Ne pas oublier la lutte très importante contre le réchauffement climatique pour nos pays africains qui seront les plus touchés par ce problème et notamment la jeunesse qui aura à y faire face

Conclusion :

Il a été décidé de mettre en place un comité de suivi :

Ce comité de suivi, nommé pour 2 ans, sera composé de :

- **3 personnes par cercles présents (1 jeune, 1 femme et un.e élu.e).** Ces personnes seraient élues pour un seul mandat, afin de permettre au renouvellement pour que tous les villages soient représentés à un moment donné ou un autre. Un mandat rotatif en quelque sorte. Le cercle de Kayes présiderait ce premier comité de suivi, (soit 18 personnes pour l'instant)
- **1 personne par associations organisatrices de ces EGM,** soit DIEL, CISPM, MDDM et RABFS, (soit 4 personnes)
- **1 personne par associations partenaires :** ADR, ARCKK, CSDM, EMDK, OIM, (soit 5 personnes)
- **1 personne du Conseil de Cercle**
- **1 personne du Ministère des Maliens de l'Extérieur**
- **1 personne du Conseil régional**
- **1 personne de la société civile**
- **1 personne pour la presse**





Nous espérons que les recommandations sorties de ces EGM seront traduites en actes :
Beaucoup de ces recommandations sont faisables très rapidement et sans avoir besoin de moyens financiers. Elles demandent juste une volonté et du courage politique pour certaines et pour d'autres, la mobilisation de tous les acteurs.

Ont contribué et participé à ces EGM : ADR, AECID, AMSCID, ANP, ANT, ARCKF, ARCKK, Caderkaf, Cibebe, CICR, CISP, Conseil de Cercle, Corens, Conseil Régional, CSP75, CSDM, DIEL, EMDK, FADCDF, Gouvernorat, GRDR, Inspection académique de Kayes, IFM, Maires (Bafoulabe, Dialafara, Kayes, Selikeyni), MDDM, Ministère des Maliens de l'Extérieur avec la présence de Mme la Segal, Mutuelle Malienne, OIM de Kayes, Pôle Emploi, M. le Préfet de Kayes, RADBFS, Réseau des Femmes de Segala, RN23, Société Civile de Kayes, Solidaires, UEDREFP, UNTM.

Merci à tous ainsi qu'aux nombreux participants !

Des vidéos des enregistrements des débats ont été produites :

Voici le lien vers les premières vidéos des EGM à Kayes :

<https://www.youtube.com/watch?v=Y5aEewFJsSs>

Les autres vidéos seront déposées au fur et à mesure de leurs élaborations sur ce lien.

N'hésitez pas à les diffuser dans les villages et à faire circuler largement !

[ETATS GENERAUX DES MIGRATIONS A KAYES:Que de pistes dégagées pour booster le développement de la région ! - Bamada.net](#)





Conclusion :

Il a été décidé de mettre en place un comité de suivi :

Ce comité de suivi, nommé pour 2 ans, sera composé de :

- 3 personnes par cercles présents (1 jeune, 1 femme et un.e élu.e). Ces personnes seraient élues pour un seul mandat, afin de permettre au renouvellement que tous les villages soient représentés à un moment donné ou un autre. Un mandat rotatif en quelque sorte. Le cercle de Kayes présiderait ce premier comité de suivi, (soit 18 personnes pour l'instant)
- 1 personne par associations organisatrices de ces EGM, soit DIEL, CISPM, MDDM et RADBFS, (soit 4 personnes)
- 1 personne par associations partenaires : ADR, ARCKK, CSDM, EMDK, OIM, (soit 5 pers)
- 1 personne du Conseil de Cercle
- 1 personne du Ministère des Maliens de l'Extérieur
- 1 personne du Conseil régional
- 1 personne de la société civile
- 1 personne pour la presse

Nous espérons que les recommandations sorties de ces EGM seront traduites en actes :

Beaucoup de ces recommandations sont faisables très rapidement et sans avoir besoin de moyens financiers. Elles demandent juste une volonté et du courage politique pour certaines et pour d'autres, la mobilisation de tous les acteurs.

Ont contribué et participé à ces EGM : ADR, AECID, AMSCID, ANP, ANT, ARCKF, ARCKK, Caderkaf, Cibebe, CICR, CISPM, Conseil de Cercle, Corens, Conseil Régional, CSP75, CSDM, DIEL, EMDK, FADCDF, Gouvernorat, GRDR, Inspection académique de Kayes, IFM, Maires (Bafoulabe, Dialafara, Kayes, Selikeyni), MDDM, Ministère des Maliens de l'Extérieur avec la présence de Mme la Segal, Mutuelle Malienne, OIM de Kayes, Pôle Emploi, M. le Préfet de Kayes, RADBFS, Réseau des Femmes de Segala, RN23, Société Civile de Kayes, Solidaires, UEDREFP, UNTM.





Merci à tous ainsi qu'aux nombreux participants !

